

Éducation

La période a été marquée par les mises en œuvre de la loi Fillon que nous avons contestée et des suppressions massives de postes dans le secteur de l'éducation (plus de 40 000 en trois ans) dont les effets se font aujourd'hui sentir dans les écoles et les établissements. Alors que les inégalités s'accroissent, que les élèves ont besoin de plus et mieux d'école, la réforme de l'État, guidée par la volonté de ne remplacer que le départ d'un fonctionnaire à la retraite sur deux, a de lourdes conséquences sur le Service Public, l'avenir des jeunes et les conditions de travail des personnels. Dans la même période, les « événements » en banlieue ont montré que rien n'était réglé après les crises de 2005.

Dès son élection, les lettres de mission de Nicolas Sarkozy à ses ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur ont donné le ton : réduction programmée des postes de fonctionnaires (enseignement, administration...), développement des HS, suppression de la carte scolaire, renforcement des notions de mérite individuel, de l'autonomie et de la mise en concurrence des établissements, ... confirmant une conception très libérale de l'éducation. Avec les milliers de suppressions programmées, la réduction des postes aux concours de recrutement, l'annonce de la réforme du Bac pro 3 ans, la suppression des BEP, la réforme des rythmes et des programmes dans le primaire, la tentative de suppression des RASED, les menaces sur la maternelle, les annonces sur les lycées... ce sont le cœur des métiers, le noyau dur des enseignements, l'accès à la culture commune, l'orientation et l'offre d'éducation tout comme la lutte contre les inégalités qui ont été en ligne de mire, tandis que se poursuivaient les régressions concernant les personnels administratifs,

Tos, personnels sociaux, infirmiers, médecins, etc.

Cette politique a suscité rapidement de premières mobilisations dans lesquelles la FSU a joué tout son rôle et la montée en puissance du mouvement a été marquée par des étapes importantes à la fin de l'année scolaire 2007-2008 (grève du 15 mai 2008 dans un cadre « fonction publique » puis manifestation nationale du 18 mai). La FSU a été soucieuse de construire les mobilisations dans l'unité avec les autres organisations syndicales mais aussi avec les parents, les jeunes, les associations complémentaires : c'est pourquoi elle a été une des forces à l'origine du collectif « Une École, Notre avenir » dont la première action a été d'organiser une manifestation nationale en octobre.

Fenêtre A

Avec le succès de la grève du 20 novembre, alors que les élèves, les parents s'y mettaient avec force et dans la durée, alors surtout que l'enseignement supérieur et la Recherche entamaient une grève remarquable et porteuse d'avenir, la FSU, à cause notamment des réticences de ses principaux syndicats enseignants, s'est avérée incapable de construire le rapport de forces et de faire converger les luttes, ce qui aurait permis au printemps 2009 de donner un coup d'arrêt à la politique gouvernementale dans l'éducation.

Comme au niveau interprofessionnel où un immense sentiment de gâchis prédomine, c'est bien le refus de combattre frontalement ce gouvernement pour obtenir satisfaction sur des revendications communes et urgentes qui a fait défaut et que l'on risque de payer lourdement.

Fenêtre B

Après le passage en force sur le SMA (service minimum d'accueil dans les écoles), le succès de la grève du 20 novembre 2008, venant après la réussite de la manifestation du 19 octobre – dans lesquels la FSU a joué un rôle déterminant – s'est heurtée à un mépris affiché du ministre X. Darcos. Mais ce succès combiné avec la montée en puissance des mobilisations lycéennes l'a contraint de de premières concessions, par exemple sur les lycées, les RASED et la maternelle. Le gouvernement n'a cependant pas cédé sur les suppressions de postes ni sur le fond de sa politique. C'est dans le cadre des journées interprofessionnelles de janvier et mars 2009 à l'appel d'une large intersyndicale que les personnels de l'éducation se sont à nouveau fortement mobilisés. La mobilisation dans l'Université et la Recherche, qui se poursuivait depuis des semaines a pris à l'occasion de la mobilisation interprofessionnelle une dimension exceptionnelle et une dynamique propre. La FSU et ses syndicats ont cherché à organiser les convergences, notamment en appelant à participer aux manifestations du supérieur, sans pour autant réussir à ce que les personnels des autres secteurs s'engagent réellement, le mouvement des universités n'étant sans doute pas suffisamment perçu comme convergent avec leurs propres préoccupations professionnelles.

L'Université et la Recherche

La FSU avec ses syndicats (SNESup, SNCS, SNASUB, SNEP notamment) a clairement marqué son opposition à la loi LRU mais le choix du gouvernement de passer en force en profitant de son succès électoral et de la période estivale n'a pas permis d'empêcher qu'elle soit votée.

Mais une fois ce vote acquis, la bataille s'est poursuivie accompagnée d'un intense débat. Le gouvernement, dans la droite ligne du pacte sur la recherche, a poursuivi la mise en œuvre de ses projets de démantèlement des organismes de Recherche (CNRS, INSERM, INRA, ...) et de mise au pas de la recherche. Mais il a dû reculer devant la mobilisation des chercheurs sans pour autant renoncer et revenir régulièrement à la charge. Dans les universités, l'élection de nouveaux CA et présidents a été l'occasion de faire évoluer le rapport de force contre la loi. Et le fait que les promesses gouvernementales d'un effort budgétaire sans précédent en faveur de l'université et de la recherche se soient révélées partiellement des leurres, les actions appelées par les syndicats de la FSU et d'autres syndicats ou organisations, ont

contribué à nourrir l'opposition à sa loi. Mais c'est finalement le décret sur le statut des enseignants-chercheurs - avec l'introduction d'une « modulation » individuelle des services - combiné avec la décision de mettre en place à marches forcées des modalités de mastérisation de la formation des enseignants contraires aux besoins qui a provoqué un mouvement d'une ampleur et d'une durée exceptionnelles. Dans cette mobilisation historique les syndicats de la FSU, avec l'aide de la fédération, ont joué un rôle décisif en recherchant à chaque fois l'unité la plus large sans en rabattre sur les exigences et les revendications.

Le mouvement a succédé aux pics de mobilisation dans les enseignements scolaires et a été concomitant des grandes mobilisations interprofessionnelles. Mais s'il a largement rassemblé dans l'université et la recherche, il a souffert de deux faiblesses : nous n'avons pas été en mesure de rassembler dans le même mouvement les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que ceux des enseignements scolaires ; le mouvement interprofessionnel n'a pas eu

des suites suffisamment rapides pour servir de relais à la mobilisation de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ce mouvement exceptionnel n'en a pas moins permis des résultats importants même s'ils sont insuffisants au regard des problèmes posés : annonce par le gouvernement de l'arrêt des suppressions de postes dans l'enseignement supérieur, puis la recherche pour 2010-2011, et attribution à l'enseignement supérieur de crédits correspondant aux emplois supprimés en 2009 ; réécriture du décret sur des bases permettant de maintenir un certain nombre de garanties nationales pour les personnels en matière de gestion ; report des nouveaux concours de recrutement des enseignants à 2011. Mais le gouvernement continue à théoriser l'autonomie et la concurrence des universités comme une règle de base de sa politique tout en pilotant plus que jamais l'enseignement supérieur et la recherche – notamment en poussant à la restructuration forcée des établissements, y compris privés – même s'il reste prudent et particulièrement attentif au rapport de forces créé.